

Christian de Montlibert

**Les apories des
discours sur la
mondialisation : du
mythe aux réalités**

Les discours sur la mondialisation annoncent des lendemains heureux si les régulations désignées comme « arbitraires » et « bureaucratiques » mises en place par les Etats disparaissent. Ces discours prennent le relais de discours plus anciens sur l'évolution du monde : avant le succès du terme mondialisation on parlait de « culture de masse », de « civilisation technicienne », de « société post-moderne », « de société de l'information et de la communication ». Ces discours se présentent tous comme un assemblage disparate d'images et de mots ; ils échouent à décrire la réalité du monde social. Le seul secteur où la mondialisation se transforme en réalité, où les mots font le monde, est celui de l'économie et plus précisément celui du capitalisme financier.

« Il y a douze ans, la Terre était ronde. Aujourd'hui, la mondialisation a aplani notre planète. »

Les Echos, Publicité IBM, 30 décembre 2008

La mondialisation, on le répète sans cesse, apportera le bien-être, la liberté et l'émancipation de tous. Les déclarations des ministres de l'économie et de l'éducation, les discours des candidats aux postes électifs les plus en vue, les avis des économistes et des experts et les publicités pour les technologies les plus modernes concordent : la mondialisation, transformant toutes les pratiques, conduira l'humanité vers un avenir enfin raisonnable et l'usage intensif des T.I.C. (technologies de l'information et de la communication) renforcera ce processus. Bien entendu une telle « modernisation », « inéluctable » et « irréversible », ne peut pleinement s'accomplir qu'à la condition de renverser certains obstacles dont, au premier rang, les mécanismes « arbitraires » et « dépassés » des régulations étatiques « bureaucratiques ». Aussi les Etats sont-ils pressés de mettre en place les dynamiques institutionnelles qui contribueront à ce que la mondialisation devienne une réalité : ainsi le conseil européen de Lisbonne, en mars 2000, puis la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, à Feira en juin 2000, ont-ils affirmé que la priorité des prochaines années était de construire une « e-Europe » pour soutenir une « e-économie » et récemment encore cherché à relancer l'« économie de la connaissance ». La multiplication de ces discours contribue à déformer la réalité de l'internationalisation relative de certaines pratiques et d'une certaine façon, avec une intervention des médias, (dossiers spéciaux des hebdomadaires, émissions documentaires de la télévision), à fabriquer une sorte de mythe qui n'est pas sans rappeler

ce que Marx disait de l'effet de la presse : « On croyait jusqu'à présent que la formation des mythes chrétiens dans l'Empire romain n'avait été possible que parce que l'imprimerie n'avait pas été encore inventée. C'est tout le contraire. La presse quotidienne et le télégraphe qui répand ses inventions en un clin d'œil dans tout le globe fabriquent plus de mythes en un jour qu'on ne pouvait en fabriquer autrefois en un siècle (et ces veaux de bourgeois les gobent et les diffusent) »¹.

La mondialisation est donc un discours à la mode (peut-être aussi une utopie en voie de réalisation selon la logique d'un processus de *self-fulfilling prophecy*) comme l'ont été d'autres époques bien d'autres vocables dont elle prend le relais en les englobant. On peut sans trop de risque prédire qu'avec ce discours il en sera de même qu'il l'a été avec les discours précédents. Les vertus qu'on lui prête aujourd'hui se dissoudront demain à l'épreuve de la réalité : le mot rejoindra les notions de *culture de masse*, *civilisation technicienne* et *post modernité* – qu'il englobe d'ailleurs – dans les archives des historiens de la culture qui pourront s'interroger sur ce qui fait qu'à chaque fois qu'apparaît un de ces mots passe partout, supposé capable de rendre compte de toutes les transformations du monde, des intellectuels applaudissent, s'en font les propagandistes, le portent à l'apogée pour, quelques années plus tard, le rejeter avec dédain. Il s'agit souvent d'intellectuels liés à la presse et à la télévision. Ils forment, comme aurait pu le dire Weber, une sorte de groupe de « maîtres en cure d'âme » qui transcende et universalise des propositions élaborées dans le sens commun des cercles, associations, commissions, fondations (qui fonctionnent comme des

¹ Marx Karl, Marx Jenny, Engels Friedrich, *Lettres à Kugelmann*, Paris, éditions sociales, 1971.

think-tanks à l'anglo-saxonne¹) où ils retrouvent des dirigeants des administrations et des entreprises. Reste que la mondialisation de la finance et plus largement la mondialisation économique qui se met en place avec la diffusion du néo-libéralisme demeurera et assurera aux dominants la perpétuation de leur domination au-delà même des crises économiques. Cette domination n'est pas non plus sans effet sur les modalités de l'internationalisation de nombreux champs de la pratique sociale.

les discours à l'épreuve de la réalité

N'avait-on pas, il y a quelques décades, prévu la transformation du monde grâce à une *culture de masse* portée par la révolution technologique des médias radiophoniques et télévisuels dont la mondialisation reprend allègrement les propos. Pourtant il a bien fallu convenir qu'il n'en était rien. Chevaldonné², dans une remarquable étude de terrain en Algérie, a bien montré qu'il ne suffisait pas de posséder un transistor pour écouter une des nombreuses émissions proposées, encore fallait-il avoir de l'argent pour acheter les piles électriques, qu'elles soient disponibles sur l'étagère de l'épicerie du village et considérer qu'entre deux achats (de la nourriture ou des piles) ce dernier était le plus souhaitable. On sait que ce qui était vrai pour les bergers algériens l'est aussi pour les spectateurs des films ou des émissions de TV et les lecteurs de la presse : dans tous ces cas les inégalités d'accès sont marquées en fonction surtout du capital culturel. Faut-il ajouter qu'on connaît mieux, aujourd'hui, le fonctionnement de l'univers des médias et que l'on sait qu'ils sont loin d'être soumis à l'homogénéisation que l'on attendait puisque, fonctionnant comme un champ – même si celui-ci est, depuis que la télévision et l'audimat ont pris tant d'importance, soumis à l'emprise économique qui le rend plus hétéronome encore –, le monde médiatique se nourrit des oppositions et des différenciations qui le structurent³. De plus, les prises de position qui y sont diffusées, même si elles contribuent à diffuser des représentations du monde, n'assurent pas une seule fonction mais sont toujours pluridimensionnelles : loin d'uniformiser

elles contribuent plutôt au renforcement des différenciations des représentations déjà existantes.

La culture de masse a vite été relayée par « *la civilisation technicienne* » proposée par G. Friedmann⁴. Cette civilisation technicienne avec sa production de masse, sa consommation de masse, et sa communication de masse n'allait-elle pas, à son tour – comme aujourd'hui le discours sur la mondialisation l'affirme – permettre une libération de toutes les contraintes qu'exerçaient la pauvreté et la tradition. Pourtant les observations de nombreuses situations montrent, on ne peut mieux, que l'attachement à des traditions résiste à la massification de la modernité sans être pour autant une entrave au développement économique : il suffit pour s'en convaincre de constater avec P. Champagne⁵, que des villageois de la Mayenne peuvent organiser la fête de leur commune le dimanche pour que les touristes et les urbains puissent dépenser leur argent dans les boutiques du village et se retrouver entre eux, le lundi, pour célébrer le saint patron de leur localité, ou de voir, avec Monnerie⁶ que les habitants d'une petite ville de Nouvelle Calédonie peuvent participer, durant la matinée, aux rites républicains d'inauguration d'un bâtiment public pour, en soirée, demander aux esprits de leurs ancêtres kanaks l'autorisation d'emprunter « les chemins » qui y conduisent. Mieux, dans les sociétés les plus traditionnelles et les plus éloignées du mode de vie occidental, le tourisme et l'activité économique qui y est attachée ont certes entraîné des modifications importantes des modalités d'existence de nombreuses populations⁷ mais en même temps ont suscité des réactions de défense considérables. On sait que dans la forêt amazonienne la situation a évolué si vite que « les hommes qui parlent » (*ces conteurs d'histoires et de mythes dont Pierre Clastres a analysé le pouvoir*⁸) ne remplissent plus leur fonction séculaire, ont perdu leur authenticité et sont réduits à une pantomime organisée pour les touristes, mais il est probable qu'une partie d'entre eux a choisi de survivre selon le réflexe traditionnel en marchant vers la forêt. Enfin on peut penser que les mouvements sociaux de « retour aux sources »

¹ Dixon K., *Les évangélistes du marché ; les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*. Paris, Raisons d'agir, 1998.

² Chevaldonné F., *La communication inégale. L'accès aux médias dans les campagnes algériennes*, Paris, CNRS, 1981.

³ Bourdieu P., *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir, 1996.

⁴ Friedmann G., « Le loisir et la civilisation technicienne », *Revue Internationale Sciences Sociales*, n°4, 1960.

⁵ Champagne P., « La fête au village », *Actes recherche sciences sociales*, n°17-18, 1977.

⁶ Monnerie D., « Espace et relations sociales à Arama et dans la région Hoot ma Whap », *Regards Sociologiques*, 2003, n°25-26.

⁷ Freund W. S., « Le tourisme à Djerba : répercussions sociales », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 1970.

⁸ Clastres P., *Chronique des indiens Guayaki*, Paris, Plon, 1972.

culturelles ou religieuses ne sont pas sans rapport avec des refus des effets d'une mondialisation¹. En somme tout se passe comme si l'habitus spécifique d'un groupe donné, parce qu'il englobe les expériences des générations antérieures, s'avérait à même d'engendrer des stratégies très diverses : de mise en contradiction, de porte à faux, d'adaptation, de résistance, de repliement, etc., de résistance aux contraintes de la mondialisation.

On pourrait aussi ajouter que cette civilisation technicienne qui devait faire disparaître la pauvreté et homogénéiser les situations de fortune a largement échoué non seulement à rapprocher les niveaux de vie des peuples puisque l'écart entre les pays dominants et les pays dominés n'a jamais été aussi grand – mais aussi à dissoudre, dans chaque Etat, les différences entre les classes sociales dans une sorte de vaste classe moyenne ou n'auraient existé que des différences de statut socio-économique ; ce dont tire profit le capital en jouant sur les multipositionnements pour réduire les coûts de production et exercer un chantage sur les Etats pour bénéficier de réductions des impôts et des taxes. Les statistiques collationnées² rappellent la persistance et l'ampleur des inégalités à ceux qui, tout à leur vénération de la modernité, croiraient trop vite à la disparition des conditions et des situations sociales.

La *mondialisation postmoderne*, son tour venue, a repris le témoin de cette course de relais idéologique qui anime sans fin le champ intellectuel-médiatique. On sait, pour résumer brièvement des énonciations, qui, d'ailleurs, sont diversifiées d'un auteur à l'autre, que les tenants de la postmodernité valorisent l'individu, la culture, les nouveaux mouvements sociaux, la mondialisation et déprécient le déterminisme, le matérialisme historique, et plus généralement le rôle des classes sociales s'en prenant surtout au rôle hégémonique d'une classe ouvrière supposée homogène.

Ce discours postmoderne recherche une légitimité historique en s'appuyant sur une revivification de la polémique qui aurait opposé les Romantiques et les Lumières autour de l'individu que les Romantiques auraient défendu alors que les Lumières, suivies par la Révolution française,

l'auraient, au contraire, soumis au pouvoir de l'Etat. Les tenants des bienfaits de la mondialisation, endossant cette thématique, n'hésitent pas à affirmer que seule celle-ci pourrait empêcher une résurgence du totalitarisme. Cette représentation a été largement inspirée par le Vatican, comme l'a montré A. Lacroix-Riz³. Elle a été diffusée par des cercles étatsuniens durant la guerre froide pour être reprise par des philosophes et sociologues, comme le montrent Cl. Le Straat et W. Pelletier⁴ ; elle a été soutenue par des intellectuels médiatiques dont L. Pinto a analysé la démarche⁵, par des historiens dont A. Mayer⁶ a mené la critique et par des journaux-journalistes qui s'en font l'écho comme P. Rimbart le montre pour *Libération*⁷. On remarquera d'abord d'abord que les défenseurs de la postmodernité, qui affirment qu'elle succéderait à l'épuisement de l'ère industrielle, ne sont pas à une contradiction près, puisque les débats de l'époque sur la place de l'individu, (Rousseau, Goethe, Diderot ou d'Alembert abordaient déjà ces questions), étaient plus pré que postindustriels. Mais, plus important, il faut dire que les polémiques sur le rapport société-individu n'ont jamais opposé radicalement les Lumières (qui n'auraient eu, leur prête-t-on, de considération que pour la raison) et les Romantiques (qui n'auraient juré, affirme-t-on, que par les sentiments individuels) ; les travaux de Cassirer⁸ et de Benichou⁹ en démontrant, on ne peut mieux, que les clivages ne furent jamais définitifs, traversaient chaque courant, et surtout ont été stéréotypés à posteriori, ruinent d'ailleurs toutes les prétentions de ce type de discours à une légitimité historique.

La dépréciation du déterminisme (opposant l'individu bien entendu créatif et l'Etat bien sur bureaucratiquement répressif) et du matérialisme historique (en tant que théorie accordant une place importante aux déterminations matérielles dont économiques), pièces fondamentales des discours sur les bienfaits de la mondialisation, ne sont en

¹ Norbert Elias a beaucoup insisté sur les résistances que suscitent l'apparition et le développement d'une structure sociale plus large (cf. Elias N., *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991).

² Bihl A., Pfeifferkorn R., *Le système des inégalités*, Paris, La Découverte, 2008.

³ Lacroix-Riz A., *Le choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2006.

⁴ Le Strat Cl., Pelletier W., *La canonisation libérale de Tocqueville*, Paris, Syllepse, 2009.

⁵ Pinto L., *Le café du commerce des penseurs ; à propos de la doxa intellectuelle*. Broissieux, Croquant, 2009.

⁶ Mayer A.J., *Les furies. Violence, vengeance, terreur aux temps de la révolution française et de la révolution russe*, Paris, Fayard, 2002, [traduit par Odile Demange].

⁷ Rimbart P., *Libération de Sartre à Rotschild*, Paris, Raisons d'agir, 2005.

⁸ Cassirer E., *La philosophie des Lumières*, Paris, Fayard, 1966.

⁹ Benichou P., *Les mages romantiques*, Paris, Gallimard, 1988.

rien fondées. Weber, lorsqu'on lui reprochait son matérialisme, disait déjà que si l'explication économique ne devait pas être totalisante elle n'en jouait pas moins un rôle important qui justifiait qu'on ne l'abandonnât pas. Aujourd'hui il est assez évident que l'idée selon laquelle l'âge postmoderne se caractériserait par la perte de centralité de la dimension matérielle, ou pour le dire autrement que la culture (libérée bien entendu) ne serait plus sous l'influence des déterminations matérielles, est démentie par la nécessité dans laquelle se trouvent les « entreprises culturelles » (édition, production cinématographique, théâtre, etc.) de réaliser des investissements en capital très élevé pour maîtriser les coûts de production et pour rentabiliser la circulation de l'information. Dans les sociétés très différenciées, des orientations productivistes et consuméristes organisent largement les intérêts culturels. Enfin le déni des dimensions matérielles n'a guère de sens pour de grandes parties de l'humanité à qui les organisations administratives internationales (OCDE, FMI, Banque Mondiale, Commission Européenne...) au service du capitalisme des pays riches et dominants enjoignent impérativement d'entrer dans le marché économique. Rien ne permet donc de considérer, comme l'affirment pourtant nombre de post modernes adeptes de la mondialisation, que les signes les plus caractéristiques des époques anciennes, en particulier de l'ère industrielle, ont disparu: le capitalisme a plutôt su s'adapter à de nouvelles formes (la financiarisation après le fordisme), les bureaucraties des grandes organisations internationales et des grandes firmes privées, loin d'être dépassées, ont gagné en ampleur et en emprise et le travail industriel a migré vers d'autres zones géographiques: rien ne le montre mieux que le déplacement du travail parcellaire vers les usines des pays asiatiques ou dans les maquiladora de la frontière mexicano-étatsunienne. Mieux, la dispersion de la production à une échelle continentale, à l'intérieur d'une « économie-monde » pour reprendre une expression de Fernand Braudel (comme le montre la production des pièces nécessaires au montage des automobiles répartie dans toute l'Europe), exige un renforcement des systèmes de communications – c'est-à-dire de la bureaucratie, telle que l'observait d'ailleurs déjà Weber dans un état antérieur du capitalisme – et une centralisation accrue du pouvoir dont témoigne l'architecture triomphante de verre et d'acier des institutions européennes et des entreprises privées qui s'installent près d'elles sans que pour autant que les contraintes sur les

salarié(e)s (des plates-formes téléphoniques, lieux par excellence de la mondialisation) se soient relâchées. Même sur le plan esthétique, dont les tenants du postmodernisme sont très friands, les « avancées » n'ont pas cours dans les bâtiments du pouvoir: le fordisme puis la financiarisation qui lui a succédé ont beau être entrés dans une crise qui entraîne la recherche de nouveaux régimes d'accumulation et induit de nouveaux mouvements esthétiques dont font partie la « déconstruction architecturale » et les recherches « postmodernes » des artistes plasticiens, les bâtiments déconstruits ou immatériels, comme les rêves Venturini, n'ont pas cours, à Bruxelles, pour les instances européennes.

Mais c'est sans doute à propos des *nouveaux mouvements sociaux* qu'apparaissent le mieux les illusions des tenants de la post modernité: la mondialisation entraînerait la relégation des notions de rapports de classe dans un passé dépassé. Cette thèse repose sur deux prémisses: l'une concernant le passé, l'autre le présent et l'avenir. On sait que, pour eux, le XIX^e et la plus grande part du XX^e siècle ont été dominés par les aspirations économiques d'une classe ouvrière homogène alors que le nouvel âge se caractériserait par des mouvements sociaux différenciés qui chercheraient à atteindre des buts qualitatifs (l'identité et la réalisation de soi), qui rassembleraient des acteurs issus de différentes catégories socio-économiques, refusant le centralisme imposé par des partis totalitaires et pratiquant des formes neuves de démocratie. Cette thèse qui insiste à juste titre sur la grande variété des mouvements sociaux contemporains repose d'abord sur une caricature du mouvement ouvrier qui ne peut s'expliquer que par une ignorance ou un mépris de l'Histoire: il suffit de lire les historiens d'Edouard Dolléans¹ à Jean Bruhat² en passant par Georges Haupt³ pour savoir que le mouvement ouvrier a toujours été multidimensionnel et bien rarement unifié autour d'une direction aux buts univoques: les salaires toujours inférieurs au coût de la vie, ont certes occupé une place importante mais la situation des femmes, celles des enfants, le temps libre, l'éducation, l'immigration, la lutte contre l'insécurité sociale, les

¹ Dolléans E., *Histoire du mouvement ouvrier*, Paris, Armand Colin, 1947.

² Bruhat J., *Histoire du mouvement ouvrier français, T.1 La révolte des canuts*, Paris, Editions sociales, 1952.

³ Haupt G., *L'Historien et le mouvement social*, Paris, Maspéro, 1980.

droits des militants et des représentants, bref des thèmes « culturels », ont aussi été mobilisateurs. Faut-il ajouter que de nombreux autres mouvements sociaux de l'époque industrielle ne peuvent être ramenés – si ce n'est bien abusivement – à la seule lutte ouvrière : les mouvements nationalistes en Europe centrale, les luttes contre le servage en Russie, les mobilisations contre l'esclavage aux Antilles et aux USA, le mouvement féministe en Angleterre ou la lutte contre l'intempérance en France le montrent bien.

Tout montre enfin qu'aujourd'hui, à l'échelle mondiale que retiennent les adeptes du postmodernisme, les revendications sont, le plus souvent, menées à l'initiative des mouvements ouvriers ou paysans locaux : des salariés sud-coréens aux paysans de l'Inde, en passant par les ouvriers de l'automobile de Roumanie ou d'Allemagne, les salariés de l'aéronautique française ou les grèves violentes des ouvriers des mines andines. Chacun de ces mouvements s'oppose aux formes spécifiques (nationales) du capital qui les emploie et les exploite et n'ont de nouveau que leur espérance d'un monde meilleur.

Les débats autour de la post modernité s'épuisant, la *mondialisation informatique* est à son tour portée aux nues : avec les technologies de la communication et de l'information, l'internet, les banques de données, la télévision satellitaire, les frontières entre les cultures et les prétentions des Etats seraient appelées à se dissoudre, l'homme planétaire serait à l'horizon, l'information, sinon totale, du moins suffisante pour assurer plus de « transparence », serait enfin disponible. Bref, la réalisation de soi serait l'avenir de chaque individu. Mais là encore il faut déchanter, de nombreuses études sociologiques rappellent, dès qu'elles s'appuient sur des enquêtes de terrain – au risque de se faire qualifier de « plates » par leurs adversaires – que la maîtrise de l'informatique reste très inégalement répartie, (dans l'univers professionnel ce sont les professions les mieux rémunérées, celles dont la main d'œuvre est la plus stable et qui recrutent les salariés les plus diplômés, qui sont les plus informatisées), que les banques de données, très souvent incomplètes d'ailleurs, sont le plus souvent payantes, que le temps d'accessibilité à l'information n'est pas illimité, que ces processus technologiques soumettent chaque individu à des contraintes nouvelles qui viennent s'ajouter aux

surveillances anciennes¹, que l'informatisation des apprentissages scolaires n'empêchent pas la reproduction sociale de s'opérer avec efficacité².

La mondialisation par les T.I.C. (l'internet étant le vecteur principal) – outre qu'elle repose sur l'erreur de croire qu'une technique entraîne d'elle-même des effets sociaux alors qu'elle n'est utilisée et développée, parmi toutes les techniques disponibles, que parce qu'elle permet une réponse, jugée adaptée, aux caractéristiques perçues d'une situation sociale – rassemble deux visions partiellement contradictoires : l'une insiste sur la dimension culturelle, l'autre sur l'intérêt personnel. En ce qui concerne la première, il s'en faut que l'accès à l'information s'exerce en dehors de tout contrôle. Des systèmes de classification fonctionnent aujourd'hui sur des bases sociales comme ils le faisaient pour des sociétés moins différenciées³. Ainsi des hiérarchies sociales s'installent à partir des logiciels de recherche : certains logiciels classent l'information à partir du nombre de consultations ou d'appels selon le modèle de la démocratie (la rubrique qui apparaît en premier est celle qui a recueilli le plus de voix), d'autres utilisent le critère du temps de consultation par les internautes, etc. Par ailleurs les internautes sont loin d'ignorer les rapports de force : l'égalité de tous sur l'internet est un leurre. La vitesse de réponse, le style utilisé, l'orthographe font parties des critères qui permettent des hiérarchisations et même des injonctions d'exclusion (« dégage »). Le libre accès à l'information (outre qu'il dépende du capital culturel et des possibilités économiques) n'implique pas non plus une liberté de choix des agents. Ce serait ignorer que les médias et le commerce exercent un façonnement des styles de vie et plus précisément des modes de pensée de perception ou d'action.

¹ Cf. : « *Informatique au Travail* ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°134, 2000.

² L'informatisation de l'enseignement supérieur est souhaitée par le groupe de pression auprès de la commission Européenne qu'est la Table ronde des industriels européens qui en attend des bénéfices substantiels (la banque Merrill Lynch estime que 40 millions d'étudiants pourraient poursuivre leurs études sur internet, (Merrill Lynch *The Knowledge Web*, Mai 2000), et par la Commission européenne elle-même qui en espère une diminution du nombre de fonctionnaires dans les universités. L'accord général sur le commerce des services (AGCS) dans la perspective néolibérale de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) tente d'organiser le monde de la même façon. Voir : Commission Européenne, *Enseigner et apprendre vers la société cognitive*, Luxembourg, 1995.

³ Durkheim E., Mauss M., « De quelques formes primitives de classification ; contribution à l'étude des représentations collectives », *Année sociologique*, 1903.

Les rythmes et les activités de la vie quotidienne, même informatisées, sont en effet soumis aux contraintes imposées par les grandes organisations commerciales¹. Mais tout montre aussi que la dynamique de « la distinction » qui organise la diversification des styles de vie dans l'espace social est le principe actif de la recherche des informations pertinentes².

Enfin tous les discours sur la mondialisation cherchent un supplément d'âme en s'attachant à *la pacification du monde*. Outre qu'il n'est en rien démontré que le commerce soit l'antidote le plus efficace contre la guerre il importe surtout d'analyser les principes qui sous-tendent cette supposition. La mondialisation impliquerait la prééminence de l'intérêt et les vertus de la transparence que celui-ci réclame. Cette représentation repose premièrement sur l'idée d'une offre et d'une demande indépendantes l'une de l'autre, naissant de besoins constitutifs d'une nature humaine intemporelle et universelle et se rencontrant sur un marché, deuxièmement, sur l'idée que chaque acteur cherche toujours à maximiser l'utilité de son choix ou, pour le dire autrement, est toujours suffisamment raisonnable pour prendre des décisions qui lui sont profitables. En somme la raison et l'intérêt s'opposeraient à la violence destructrice de la guerre. L'analyse sociologique dément cette analyse. D'abord elle détruit la validité des principes de fonctionnement de l'*homo-oeconomicus* que la mondialisation financière a remis au goût du jour.

¹ Comment ignorer par exemple que les habitudes alimentaires sont fortement structurées par des groupes alimentaires de plus en plus puissants : ainsi une organisation comme Unilever qui possède déjà les marques de thé Lipton, les glaces Magnum, les repas allégés *Slim Fast*, la lessive *Omo*, les savons *Dove*, ainsi qu'un nombre très élevé de services de restauration rapide fait l'acquisition des marques *Knorr* et *Amora-Maille* (*Le Figaro Economie*, n°17460 du 29.09.2000) dont il devra se débarrasser, menacé d'amendes pour reconstitution de monopole entravant la concurrence. Les super et hypermarchés détenaient, en 1990, 52% du marché alimentaire alors qu'ils n'en détenaient que 13% en 1970. De la même façon ces organisations contrôlent 96% des « équipements de la personne » (Armand F., « Petit et grand commerce », *L'entreprise*, n°25/8, 2000).

² Cette proposition est valable pour les lycéens et étudiants qui, pour être plus adeptes de l'informatique que leurs aînés, ne se différencient pas moins des uns des autres selon les pressions peu conscientes des habitus : la comparaison de la tenue vestimentaire des étudiants des classes préparatoires aux concours des grandes écoles en témoigne (cf. Bastien C., Cretin A., Marthon C., « La différenciation des corps de l'élite scolaire. Le goût corporel des élèves en classes préparatoires aux grandes écoles », *Regards Sociologiques*, n°35, 2008).

On sait que la formation des goûts et des valeurs, qui précèdent les actes économiques, reste sous la dépendance, largement peu consciente, de l'habitus ; que la rationalité des agents connaît des limites considérables dont les procès passionnels entre capitalistes, les OPA hostiles, les déchirements dans les familles d'actionnaires majoritaires, les revirements subits de confiance, la cupidité des banquiers que la crise récente des « *subprimes* » a rappelée, témoignent explicitement ; que l'aire d'application du calcul économique reste limitée et n'a remplacé que très partiellement les pratiques de l'économie domestique (prêt sans intérêt, échanges basés sur la confiance³). A cela il faut ajouter que, contrairement à l'utopie de la mondialisation économique qui rêve le monde comme un marché total, les Etats demeurent des agents économiques dominants⁴ que ce soit pour organiser, stabiliser et réguler les conditions du déroulement de la vie économique (le FMI a convenu récemment que l'échec de ses interventions en Russie était dû au fait d'avoir négligé la nécessité d'une intervention étatique pour organiser le libéralisme), pour stimuler par ses dépenses et ses investissements l'activité économique ou pour rattraper les errements de banquiers et de dirigeants de fonds spéculatifs trop cupides pour minimiser les risques de placements qui les ont entraînés vers la faillite⁵. Mieux la concurrence entre les Etats pour conquérir de nouveaux marchés n'a jamais été aussi vive. Il y a donc bien peu de chances – les Etats n'ayant pas toujours la raison comme principe de leurs raisons – pour que la généralisation du marché permette une pacification des rapports internationaux. L'analyse sociologique montre aussi que les conflits et la guerre naissent de rapports de domination dont les dimensions matérielles et symboliques échappent à la rationalité vantée par les tenants de la mondialisation.

Un rapide examen des discours sur la mondialisation montre donc que ce mot recouvre des réalités très différentes : des modes, des tendances, des images et des pratiques, cristallisées dans un mot qui, dans un contexte donné, change de sens. La mondialisation se présente plutôt comme un ensemble disparate de représentations et non

³ En 1998, plus de 135 milliards de francs ont circulé (cadeaux, aides) au sein des familles (*La Tribune*).

⁴ Montlibert Ch. de, *La domination politique*, Strasbourg, PUS, 1990.

⁵ Lordon F., *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Paris, Raisons d'Agir, 2008.

comme un concept. Paradoxalement cette confusion ne nuit en rien à son prestige ni n'empêche son usage comme explication en dernier recours. Mieux elle contribue largement à corroder l'unité des représentations des pratiques qui avaient cours jusqu'alors et à disjoindre l'assemblage qui assurait leur permanence ce qui n'est pas sans intérêt pour l'exercice de la domination. En effet si la mondialisation unificatrice est largement un leurre elle n'en transforme pas moins morceaux par morceaux la réalité des pratiques : ici en diminuant la place de l'Etat, ailleurs en soumettant la production de la pensée à des orientations utilitaristes, là en réduisant le droit du travail, etc. De fait, si la mondialisation des intérêts économiques – le seul secteur où la globalisation soit très avancée – se révèle loin d'être une utopie bienfaitrice et induit une insécurité sociale généralisée qui, là encore, prend des formes différentes selon les structures sociales des pays concernés, c'est que le champ économique est capable d'imposer des modes de management standardisés indifférents aux normes culturelles nationales et surtout des rapports de domination de la finance sur l'organisation des entreprises et plus largement sur le travail¹.

une mondialisation financière et économique

Si les discours sur la mondialisation font constamment son apologie c'est qu'ils masquent la réalité de la seule globalisation vraiment en cours de réalisation soit celle du champ économique, et en particulier celle du champ financier. Ils contribuent efficacement en faisant croire à l'inéluctabilité de la globalisation et surtout à ses avantages à masquer le fait qu'une petite minorité de propriétaires du capital industriel et commercial et de financiers internationaux, parmi lesquels les dirigeants des fonds de placement des Etats-Unis tiennent une grande place imposent ses volontés aux salariés des différentes parties du monde. Cette mondialisation dépend, en effet, d'une part des transformations du mode de gestion avec l'accentuation du pouvoir des actionnaires et d'autre part de l'intervention des Etats qui avec leur *politique économique* remettent en selle le capitalisme chaque fois qu'il est menacé par ses propres excès. Dans ces conditions les diffé-

rents univers du « travail social » sont dominés par ce monde particulier qui s'impose comme référence et affirme ses codes et ses normes, réduisant ainsi leur autonomie. Pour le dire autrement les différents champs sont plus ou moins soumis au champ financier international qui, ainsi, en rétrécissant la part de liberté qu'entraîne la coexistence d'univers ayant leurs propres règles de fonctionnement, impose une domination qui présente toutes les caractéristiques d'un totalitarisme. Bien que les discours sur la mondialisation vantent ses mérites, on ne peut, en effet, que constater que la diffusion politique d'un mode de domination économique basée sur la déréglementation (visant à créer des marchés concurrentiels là où existaient des régulations garanties par des institutions d'Etat) et sur la financiarisation (visant à permettre aux actionnaires de prendre toutes les décisions favorables à l'accroissement de leur profit au détriment des investissements des entreprises et du niveau de salaires) est l'élément déterminant de la transformation de toutes les structures sociales. Comme ce système s'est propagé des USA vers l'ensemble des pays européens et des Etats qui en dépendent – même si cette « globalisation » demeure partielle puisque la Chine, Cuba, et une partie de l'Amérique latine résistent à cette imposition – on doit bien admettre qu'il s'agit d'une manifestation de la domination des Etats-Unis, ce qu'en d'autres temps on aurait appelé l'impérialisme nord-américain. Plus précisément il s'agit d'une « universalisation des caractéristiques particulières d'une économie immergée dans une histoire et une structure sociale particulière, celle des Etats-Unis »². Dans ce cadre les économies des pays en voie de développement soumises aux « plans d'ajustement structurel » ont été obligées de mettre à mal leurs marchés domestiques et concomitamment tous les modes d'organisation sociales qui les structuraient³.

C'est en effet dans le capitalisme étatsunien que le néolibéralisme a reçu ses premiers développements⁴ : la « création de valeur pour l'actionnaire » exigeait, pour pouvoir se réaliser, le nivellement et l'écrasement des salaires et la dérégulation d'abord, la privatisation partielle ou totale des

¹ Montlibert Ch.de, « Les formes de domination du travail », *Formes et structures du salariat : crise, mutation, devenir*, cd-rom, Université Lorraine de sciences sociales, Juin 2009.

² Bourdieu P., « Unifier pour mieux dominer », *Contre-feux 2*, Paris, Raisons d'agir, 2001.

³ Bayor K., « La réglementation de la nature : la construction de l'appareil administratif de gestion de l'espace rural au Togo », *Regards Sociologiques*, n°14, 1997.

⁴ Fligstein N., « Le mythe du marché », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°139, 2001.

services publics ensuite. Pour le dire autrement, la financiarisation exige la déréglementation. Cette logique conduit à la paupérisation et aux risques de crises sociales et, pour que le profit continue, exige de favoriser l'endettement et même d'accepter le surendettement des ménages, (avec des prêts pour rembourser les prêts), d'où la libéralisation du système financier qui peut transformer les créances et les « fourguer » (la fameuse « titrisation ») à d'autres organismes financiers qui sauront les « dériver » puisque la dette des plus démunis peut à son tour devenir une source de gain. L'endettement généralisé est devenu la pratique courante des USA dans une situation où les salaires se détériorent (mais aussi de la Grande Bretagne et de l'Espagne, les ménages français plutôt portés vers l'épargne sont aujourd'hui endettés à hauteur de 68% des revenus) ; reste qu'aux USA l'absence de système généralisé de sécurité sociale et de retraite, de services publics et la détérioration des équipements collectifs rendent les citoyens très vulnérables. En somme les effets de la déréglementation favorisent, en augmentant les profits des actionnaires, une financiarisation accrue. Les gouvernements des états européens n'ont pas été en reste dans cette adhésion au néolibéralisme : ils ont non seulement contribué à la déréglementation financière – en France dès la présidence de Giscard – mais ont aussi organisé leur endettement à l'égard des établissements financiers ce qui leur permet de résister aux exigences des salariés. Ils ont aussi délégué une partie de leur pouvoir aux institutions européennes et, avec la création de l'euro, voulue par les dirigeants des grands groupes capitalistes, mis en place une BCE indépendante vite chargée de soutenir des politiques de remise en cause des acquis sociaux (réduire la valeur réelle des salaires et des retraites, organiser la liquidation de services publics), chargée aussi de soutenir la formation de grands groupes privés capables de mettre en coupe réglée « l'économie réelle » et d'organiser la déréglementation financière puis la liberté de circulation des capitaux. Dans ces conditions créer des marchés concurrentiels là où existaient des régulations instituées (marché du travail, marché des services, marchés de l'énergie et des transports, etc.) est devenu l'objectif des Etats et des institutions supra nationales (banque mondiale, OMC, FMI, etc.).

L'adhésion au néo-libéralisme ne s'est pas diffusée, pour le dire autrement, seulement par la force communicative des idées et des sentiments, encore a-t-il fallu, pour que ses effets soient

devenus opératoires et se soient installés dans la durée, qu'elle ait été objectivée dans des pratiques, organisée par des règlements, matérialisée dans des objets divers, réactivée par des rituels et des activités discursives. Pour ce faire il a fallu qu'il y ait des agents qui s'en fassent non seulement les porte-parole et même les propagandistes mais aussi, et surtout, les organisateurs chargés d'en assurer la pérennité. Un discours persuasif qui tente d'imposer une vision du monde ne durerait pas s'il n'était servi par l'institutionnalisation des pratiques sociales qu'il veut promouvoir. Il a donc fallu que les agents, à qui échoyaient cette fonction d'institutionnalisation, fassent en sorte que leurs croyances et que leur vision du monde puissent devenir la vérité du monde : la manière la plus efficace pour y parvenir restant toujours de construire un monde qui réalise le monde projeté. A partir du moment où le discours politique peut imposer sa manière de voir, il devient en effet possible d'organiser le monde pour que, au moins, il corresponde à cette vision. Tout s'est donc passé comme s'il avait fallu s'emparer du pouvoir d'Etat et créer des appareils supranationaux, (Banque Mondiale, FMI, Banque Européenne...), capables d'imposer leurs vues aux Etats récalcitrants comme on le voit bien en Grèce aujourd'hui.

Il faudrait développer l'analyse des institutions économiques internationales qui spolient les peuples de l'exercice de leur souveraineté, des institutions financières dominantes (Wall Street, la City, la Bourse, etc.) qui imposent leurs diktats, de la presse économique dominante qui veut façonner les représentations des dominés, pour montrer comment ces instances fonctionnent comme des centres qui, non seulement, agissent au mieux de leurs intérêts mais aussi comme énonciateurs de la « Vérité » du monde social, toujours prêts à prononcer le bannissement et l'excommunication de ceux qui ne se plieraient pas à leur volonté. Cette analyse permettrait de mieux comprendre comment des champs qui avaient pu se constituer en se libérant des entraves que leur imposaient la religion, l'économie, l'héritage, etc., voient leur autonomie se réduire comme peau de chagrin au point peut-être de disparaître en tant que champ. Dans l'ensemble des colloques, séminaires et réunions qui rassemblent les élites du capitalisme, la réunion du *World Economic Forum* qui se tient traditionnellement à Davos est un bon exemple de ces situations synodales où s'élabore une vision commune adaptée aux problèmes rencontrés. Comme des

syndicalistes, des intellectuels médiatiques, des agents politiques de divers pays se rendent à Davos tout se passe comme si le colloque accumulait de la notoriété avec des orateurs prestigieux¹. A entendre répéter dans le même lieu, par tant d'autorités, les mérites de l'économie, comment des patrons, des syndicalistes et des agents politico étatiques déjà à moitié convaincus, ne pourraient-ils pas se reconnaître dans les perspectives et les finalités quasi conciliaires qui leur sont proposées ? L'accumulation de tant de signes de puissance se révèle d'un rendement élevé parce que « même si les producteurs de croyance économique sont séparés par ce que l'on réduit parfois à des "idéologies" opposées (néolibéralisme, keynésianisme, socialisme, marxisme, etc.), ils participent tous à un même univers et tentent d'y imposer leurs propres croyances économiques : pris dans une lutte pour l'imposition de croyances économiques particulières, ils contribuent tous inconsciemment à faire reconnaître la légitimité de la croyance économique »².

Ce sont bien les Etats et les organismes internationaux qui exécutent leur volonté qui ont permis cette mondialisation financière qui, à son tour, organise le développement d'un champ économique international qui impose ses orientations aux peuples dépossédés de tout contrôle politique. Il suffit pour le comprendre de rappeler que, progressivement, les divers mécanismes de contrôle et de régulation ont été démantelés ; aux USA a été voté le *Financial Services Modernization Act* qui abrogeait les dispositions de contrôle des activités financières mises en place après la crise de 1929. Le Fonds monétaire (FMI) et l'organisation mondiale du commerce (OMC), n'ont pas été en reste dans cette libéralisation de la finance : le *General Agreement on Trade in Services* et le *Financial Services Agreement* ont contribué à supprimer toutes

les régulations. Les Etats européens, de leur côté, soutiennent « une concurrence libre et non faussée » qui n'est pas non plus pour rien dans la dérégulation et déréglementation de l'économie. Les Etats contribuent aussi à réparer les défaillances du système comme le montre le fait que le 2 avril 2009, se soit terminé le sommet du G20 regroupant les vingt chefs d'Etats les plus puissants de la planète qui a tenté, en réorganisant le cadre réglementaire pour que les « marchés » fonctionnent au mieux, de renflouer un capitalisme menacé de faillite par une spéculation financière désordonnée et sans limites. En somme la domination économique des tenants du néo-libéralisme ne peut durer qu'autant elle est à même d'imposer la mondialisation.

Cette mondialisation du capital entraîne une réorganisation géographique des positions sociales d'une part et une transformation de leur organisation symbolique. Réorganisations géographiques d'abord avec les déplacements de populations plus ou moins appauvries, si ce n'est affamées, par les conséquences des plans d'ajustements structurels du FMI, vers les zones plus favorisées. Là, les gouvernements promeuvent le plus souvent des législations qui visent à « maîtriser » l'immigration si ce n'est à s'en protéger en érigeant de véritables forteresses ; ailleurs, quand les flux migratoires internationaux sont impossibles pratiquement ou interdits, les déplacements de populations paupérisées grossissent des villes d'une périphérie de bidonvilles qui s'étend démesurément comme autour de Mexico, de Lagos, de Buenos Aires, du Caire, de Jakarta ou de Bombay³, etc. Transformations symboliques ensuite, dans la mesure où les tenants du pouvoir savent mieux que quiconque reconverter leurs anciennes manières de faire en compétences nouvelles plus à même de leur permettre de dominer l'international. Comme le dit Anne Catherine Wagner⁴ il n'y a pas, pour les élites, à choisir entre une consécration nationale ou une reconnaissance internationale : la légitimité internationale vient toujours s'ajouter à l'excellence nationale confortant ainsi les positions dominantes en leur permettant de maîtriser la mondialisation. Entre les deux les classes moyennes ou populaires qui ont pu bénéficier de quelques avantages s'effor-

¹ En 1996, à Davos, Lawrence Summers, le sous-secrétaire d'Etat du Trésor étasunien, chantait les mérites de la macro - économie qui seule pourrait permettre de dégager les orientations nécessaires pour combattre l'inflation et le déficit budgétaire ; J-C Trichet, gouverneur de la Banque de France, voulait convaincre de « flexibiliser » un marché du travail trop rigide et de « détendre les filets trop serrés de la sécurité sociale » ; H. Tietmeyer, le gouverneur de la Banque d'Allemagne trouvait de son côté que les salaires étaient trop élevés, que les heures consacrées au travail étaient trop courtes et que les régimes sociaux, trop généreux, désincitaient à travailler ; Jérôme Monod, PDG de la Lyonnaise des Eaux, comme David De Pury, PDG de A.B.B. Suisse, et Helmut O. Maucher, PDG de Nestlé, affirmaient « convaincre les gens que la mondialisation était une grande chance pour l'emploi »

² Lebaron F., *La croyance économique ; les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil (coll. Liber), 2000.

³ Davis M., *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006.

⁴ Wagner A-C., *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2007.

cent de tirer parti d'une situation dont les ressorts leur échappent.

P'internationalisation des champs

Cette mondialisation économique a aussi des effets certains sur l'organisation et le fonctionnement des univers sociaux, et en particulier sur le *champ intellectuel*, non seulement en renforçant un mouvement vers l'internationalisation qui leur est propre mais surtout en accentuant leur dépendance à l'égard du champ économique. En effet, si la post modernité et la mondialisation d'une culture technicienne relèvent plus d'activités discursives idéologico-mythiques que de la transformation du réel, des « champs » partiellement internationalisés et, corrélativement, pour certains, en voie d'hétéronomisation sous l'emprise de l'économie, se développent autour de nombreuses pratiques. Reste que chaque champ s'internationalise (plus ou moins d'ailleurs) de manière très spécifique et même de façon diverse selon les sous champs qui le composent. Mieux certains, dans la mesure où ils reposent sur la capacité des agents et des institutions à définir eux-mêmes les contraintes qu'ils s'imposent, apparaissent comme des lieux de résistance aux effets de l'emprise du monde économique.

Si la culture de masse n'a pas uniformisé le monde, il ne s'est pas moins constitué un *univers médiatique* qui, dans la mesure où il copie plus ou moins les innovations nord-américaines et du fait d'une concurrence entre les supports (les sociétés de production et de diffusion de TV par exemple) et entre les journalistes, se révèle assez internationalisé – malgré des législations nationales différenciées – et très dépendant des exigences de l'économie. Si la civilisation technicienne n'a pas unifié l'univers des représentations et des imaginaires des citoyens du monde, le champ journalistique ne s'est pas moins réorganisé autour d'entreprises de presse et de médias au point de dépendre presque entièrement de l'avis des utilisateurs (télé spectateurs, lecteurs et surtout financeurs)¹. Les traductions des œuvres littéraires et scientifiques, comme les nouvelles manières d'organiser la pensée qu'implique l'usage de logiciels, ont facilité l'internationalisation d'un *champ culturel* (littéraire et scien-

tifique) et sa soumission progressive aux exigences et surtout aux modes de pensée économiques : dans l'univers des traductions, par exemple, une sorte d'impérialisme de la langue anglaise atteste de la domination Nord-Américaine² ; les logiciels les plus fréquemment utilisés ont été conçus aux Etats-Unis et en reflètent les modes de pensée dominants. Cette internationalisation du champ culturel facilite l'introduction non seulement de critères économiques à même de réorganiser le fonctionnement d'un monde qui, jusqu'alors, ne s'en souciait que peu mais surtout de manières de voir et de penser qui sont inspirées par des considérations économiques : la distribution des œuvres dépend largement dans de nombreux pays d'une concurrence autour du prix de vente³ ; la politique du grand nombre qui s'ensuit entraîne des transformations dans les rapports entre production pour un public étendu et production pour un public restreint⁴ qui peuvent être au détriment de celui-ci. Ainsi le développement de l'internationalisation du monde universitaire (plus encore dans le sous ensemble scientifique) a accentué, depuis la mise en place des réformes néolibérales voulues par l'OCDE, les mécanismes sociaux qui y étaient déjà à l'œuvre et qui facilitaient une reproduction sociale élitare. Mieux la mondialisation rend plus aisée la circulation des étudiants des petits pays vers les pays dominants qui deviennent ainsi leurs « grandes écoles »⁵ et surtout augmente la circulation de flux de chercheurs des pays dominés scientifiquement vers des pays à même de financer et d'organiser l'exercice de la domination symbolique de leurs centres de recherche⁶. Enfin les réorganisations administratives récentes en soumettant la recherche et l'université au diktat des utilisateurs accentuent encore les pressions vers des buts utilitaires dépendants des intérêts des financements. Le *champ politique* lui-même en est affecté : si la post-modernité tant mise en avant ne laisse pas espérer la pacification des relations interculturelles et, à

² Sapiro G. (dir.), *Le marché de la traduction à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS, 2009.

³ Alors qu'en France le prix unique du livre permet le maintien d'un réseau important de librairies.

⁴ Bourdieu P., *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992.

⁵ Panayotopoulos N., « Une école pour les "citoyens grecs du monde" : les enjeux nationaux de l'international », *Regards Sociologiques*, n°19, 2000.

⁶ Montlibert Ch. de, « Domination sociale, champ intellectuel, circulation des idées et des hommes », in Grize Fr., *Communication et circulation des informations, des idées et des personnes*, Lausanne, Université de Lausanne, 1995.

¹ Montlibert Ch. de, *Les agents de l'économie*, Paris, Raisons d'agir, 2007.

fortiori des relations entre pays, le développement d'un univers politique étendu, combinant des organisations internationales et des formes nationales, n'agit pas moins fortement, en fonction de la structure du « champ de pouvoir » propre à chaque Etat, sur l'organisation des pratiques. Tout laisse penser que le pouvoir politique s'est dispersé dans des institutions différenciées et s'est réparti sur des espaces élargis (instances supranationales d'un côté et instances infranationales de l'autre, instances généralistes d'une part – ONU par exemple – instances spécialisées d'autre part – TPE tribunal pénal international ou FAO par exemple), ce qui le rend moins visible mais qui n'implique pas, bien au contraire, que sa domination se soit relâchée.

On le comprend à ces quelques exemples, l'internationalisation d'un ensemble de pratiques imposée par une idéologie néo libérale dominante amène sans doute certains champs vers une hétéronomie qui pourrait les conduire, au fur et à mesure que les possibilités de leur autonomie diminuent, à se dissoudre comme champ pour devenir, comme les a si bien nommés Cyril Lemieux, des « espaces de service »¹.

mythes et idéologie

Le fait que ces discours, qui s'efforcent d'expliquer les transformations du monde pour y trouver un sens, une fois chaque variante tombée dans la caducité, renaissent sans cesse, laisserait plutôt penser à une formation mythique mais le fait qu'ils soient fabriqués par des agents occupant des positions particulières dans le champ intellectuel et surtout qu'ils servent les intérêts de groupes sociaux dominants pour légitimer à leurs propres yeux leurs décisions et pour en masquer, aux yeux des dominés, les effets négatifs, laisse plutôt penser à une production discursive idéologique. Il est vrai, comme l'écrivait Claude Lévi-Strauss, que « rien ne ressemble plus à la pensée mythique que l'idéologie politique. Dans nos sociétés contemporaines, peut-être celle-ci a-t-elle seulement remplacé celle-là »². En somme tout montre que ce discours mythico-idéologique sur la mondialisation, en manipulant

des oppositions (entre le passé associé à la mort et l'avenir lié à la vie), en parlant de la réalité de manière synthétique, en agglomérant le divers et l'hétérogène, en mélangeant la partie et le tout, transpose des éléments des structures sociales dans l'univers des représentations et les remanie de manière anhistorique ce qui a pour effet d'en masquer les effets les plus négatifs. Il faut ajouter que la crise économique enclenchée en 2008, produite par le fonctionnement d'un champ financier sans limites, a de nombreux effets en retour sur son organisation et ses rapports avec le champ politique. Ainsi la suprématie étatsunienne aurait pu être mise en cause avec l'effondrement des grandes banques d'affaire et les réticences des détenteurs de dollars à investir aux USA et à soutenir, ainsi, l'accroissement de leur déficit. Une délégitimation des maîtres du capitalisme aurait pu se développer d'autant plus rapidement que les responsables de la crise de financement s'octroient des avantages substantiels qui, paradoxalement bien mis en scène par les médias toujours à la recherche du scoop et par là des moyens d'augmenter leur pouvoir, suscitent le ressentiment de populations de salariés menacés de chômage et de jeunes qui n'ont jamais travaillé ou n'ont connu que des petits boulots ou des travaux temporaires prêts, ici, à en découdre avec ceux qu'ils considèrent comme responsables de leur insécurité sociale et, ailleurs, prêts à piller des centres commerciaux où s'accumule une profusion de biens dont l'accès leur est interdit. Une contestation politique de la domination du capitalisme par une coalition d'Etats progressistes en Amérique latine, par des populations arabes et africaines lassées des retours du colonialisme (plus ou moins masqué par le recours aux droits de l'homme et à une démocratie imposée par la force militaire) et par une Chine qui, tout en devenant une puissance mondiale, maintient un strict contrôle de son économie, pourrait renforcer cette déstabilisation. Mais cette contestation pourrait-elle s'étendre ? Les avantages financiers qu'a créés la position du dollar comme monnaie de référence, les capacités militaires et diplomatiques qui permettent d'imposer le libéralisme à des pays qui jusqu'alors l'ignoraient, les capacités juridiques et comptables des institutions dominantes qui rendent possible une uniformisation des manières de faire en généralisant, grâce au droit anglo-saxon exportés par les grands cabinets *de lawyers*, des manières proprement nord américaines de régler les conflits et les contentieux industriels et commerciaux, l'exportation réussie des modèles culturels que diffuse la

¹ Lemieux C., « Le crépuscule des champs. Limites d'un concept ou disparition d'une réalité historique », in Fornel M. de et Ogien A., *Bourdieu Théoricien de la pratique*, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, 2010.

² Lévi-Strauss Claude, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958.

production commerciale des films, téléfilms, romans américains, la réactivation permanente de la valorisation du libéralisme, l'adhésion des politiciens aux représentations du monde élaborées par les banquiers et les dirigeants des multinationales et des grands fonds spéculatifs qui les conduit à faire en sorte que les marchés et les entreprises puissent accroître leur efficacité économique en contribuant à lever les obstacles administratifs et financiers qui empêcheraient les capitaux d'obtenir (ou de retrouver en situation de crise) leur rentabilité maximale, laissent penser que ce mode d'organisation pourrait bien s'affirmer plus résistant qu'on ne le pense dans la mesure où il tient maintenant sa force moins de contraintes que d'effets structureaux institutionnalisés. Tout montre en effet que se sont mis en place une institutionnalisation des mesures organisationnelles et une intériorisation des manières de voir et de penser qui ont de bonnes chances de devenir la réalité légitimée de cette domination et de contribuer à sa pérennité. Tout montre aussi que, chaque fois que cette mondialisation néo-libérale espère une rentabilité supplémentaire, elle est prête à absorber pour les utiliser toutes les formes et contenus symboliques y compris ceux sur lesquels repose son pouvoir. Elle est prête aussi à détruire l'organisation et même le contenu des univers symboliques qui s'avèreraient susceptibles de contribuer à réduire les profits.